

<i>Noms</i> Thèmes	<i>Philippe POUTOU (NPA)</i>	<i>Jean-Luc MÉLENCHON</i>	<i>Benoît HAMON (PS)</i>	<i>Emmanuel MACRON (EM)</i>	<i>François FILLON (LR)</i>	<i>Nicolas DUPONT-AIGNAN (DLF)</i>	<i>Marine LE PEN (FN)</i>
1. Missions globales de l'éducation		Notre projet pour l'école est en effet inséparable de notre projet de société ; l'école est le creuset du peuple en formation.	Une République bienveillante et humaniste, c'est aussi une République qui fait confiance à sa jeunesse	Creuset de la nation et de la cohésion sociale ; arme contre le chômage	Que notre pays soit performant : l'école une priorité dans la reconquête de notre souveraineté et dans notre redressement	Assimilation des enfants à la Nation ; former des adultes et citoyens éclairés	Fonction assimilatrice de tous les enfants à la nation
2. Finalités éducatives	Émancipation des jeunes	Émancipation, individuelle et collective comme boussole du projet éducatif ; apporter une culture commune ; instruire, qualifier, libérer de toutes les forces d'influence	Lutte contre les inégalités une priorité éducative	S'émanciper et innover ; être libre et heureux	L'éducation comme creuset de la Nation et comme lieu d'intégration par la transmission de notre culture.	Forger le sentiment d'appartenance nationale	Les savoirs, l'instruction (pas l'éducation)

<p>3. Rapport aux connaissances scientifiques des disciplines, des didactiques et de l'éducation</p>	<p>S'appuyer sur les pédagogies dites nouvelles (Freinet, Montessori...)</p>	<p>Accroître la part des professionnels dans la conception des programmes (universitaires et enseignants)</p>		<p>S'appuyer sur les études des inégalités scolaires (Bourdieu et Passeron, PISA)</p>	<p>Réécrire les programmes d'histoire et de français du collège sous l'autorité d'académiciens ; renforcer les capacités pédagogiques des inspecteurs et des enseignants en leur apportant une formation solide sur les résultats scientifiques de la recherche en matière d'apprentissage et des connaissances : l'apport des neurosciences</p>	<p>Ne plus se fier aux pseudo-experts pédagogistes ; introduire l'histoire des sciences pour développer la rationalité ; « remplacer le pédagogisme en cours dans les ESPÉ par la pédagogie classique »</p>	<p>Réduire la part des experts dans la conception des programmes ; proscrire les sciences de l'éducation dans les Écoles normales qui remplaceront les ESPÉ</p>
<p>4. Programmes scolaires</p>	<p>Ne pas instrumentaliser l'école au profit d'une idéologie</p>	<p>Refonder les programmes en amendant les conditions d'élaboration</p>	<p>Développer les arts et la culture à l'école</p>	<p>La culture, arme contre la barbarie ; pas de changements ;</p>	<p>Des programmes garantissant l'apprentissage et des</p>	<p>Associer étroitement les enseignants expérimentés à l'élaboration</p>	<p>la méthode syllabique obligatoire Histoire de France au</p>

	<p>réactionnaire, colonialiste et xénophobe ; augmenter les contenus culturels</p>	<p>des programmes ; éduquer à la citoyenneté (+ droit de vote à 16 ans) ; rouvrir les options bi-langues, européennes et des options langues anciennes au collège ; ajouter sciences économiques et sociales en seconde, philosophie en lycée professionnel et droit au collège et lycée ; éducation critique aux médias ; éducation alimentaire à la cantine ;</p>		<p>rouvrir les classes européennes et bilangues fr./allemand en 6^e</p>	<p>fondamentaux pour l'ensemble des élèves ; Supprimer le Conseil supérieur des programmes (choix erronés et jargonnant) ; restituer à l'école maternelle son rôle de préparation à l'apprentissage de la lecture en lui donnant comme priorité l'acquisition du vocabulaire ; socle commun de l'école élémentaire : lecture, calcul, écriture, grandes dates et grands personnages</p>	<p>des programmes et ne plus se fier aux pseudo-experts pédagogistes et technocrates ; abandon du « socle commun » et des cycles qui mettent l'exigence au niveau le plus bas ; « réintroduire » l'apprentissage de la Marseillaise et des symboles de la République dans les écoles et les collèges : organiser une fois par an une cérémonie de lever du</p>	<p>cœur de l'enseignement de façon chronologique ; géographie française obligatoire et enseignée sur des cartes ; grandes œuvres littéraires nationales au lieu de littérature de jeunesse ; plus de français (grammaire et littérature) ; latin obligatoire en 4^e, 3^e, 1^{ère} L et Terminale L ; enseignement chronologique de l'histoire des sciences ; enseignement « civisme et droit »</p>
--	--	---	--	---	---	--	--

					de l'histoire de la Nation, géographie de la France	drapeau dans chaque établissement en présence de tous les personnels ; objectif minimum du primaire : que chaque élève « maîtrise parfaitement » la lecture, l'écriture d'un texte simple, les quatre opérations de base de l'arithmétique, l'Histoire (revenir au volume de calcul et au français d'avant 1968) ; histoire chronologique du récit national	
5. Évaluations,	Pas de livret de suivi pour	Réaffirmer le caractère		Identifier dès le plus jeune	Des contrôles de	Une plus haute	Centrés sur acquisition

<p>examens, diplômes</p>	<p>empêcher le contrôle de la future main d'œuvre ; Pas de classement des établissements</p>	<p>national des diplômes en supprimant le contrôle continu au bac ; en finir avec l'évaluation par compétences ; abroger le «livret scolaire unique numérique» et revenir à une évaluation par la progression des élèves et interdisant tout classement ; visite médicale obligatoire dès grande section de maternelle notamment pour diagnostiquer des pathologies</p>		<p>âge les petites pathologies qui empêchent d'apprendre ; créer une instance d'évaluation des établissements ; mise en place d'évaluations nationales depuis la grande section de maternelle jusqu'en 3ème</p>	<p>connaissances harmonisés avec les critères de nos voisins européens et des pays les plus dynamiques ; réduire à 4 le nombre d'épreuves au bac + contrôle continu ; Instaurer une évaluation du comportement de l'élève au collège</p>	<p>exigence ; maintenir la note chiffrée ; bilan obligatoire du B-A BA en fin de primaire avec mise à niveau</p>	<p>des savoirs ; baccalauréat plus sélectif et sans contrôle continu ; évaluations fin CM2 et fin 3^e ; préparation du Bac Pro en 4 ans ;</p>
---------------------------------	--	---	--	---	--	--	---

		causant des troubles de l'apprentissage					
6. Inclusions (parents, élèves à « besoins particuliers », nouveaux élèves allophones...)		Créer des associations culturelles scolaires (à l'image des associations sportives) avec 3h de décharge pour les professeurs ; 10 élèves maximum en ULIS et place garantie ; titulariser les AVS ; statut officiel de parents d'élève avec droits	Renforcer la formation AESH - Accompagnants des Élèves en Situation de Handicap	Améliorer la relation enseignants-parents	Accroître le pouvoir des parents ; informer les représentants des parents du profil envisagé pour le recrutement des nouveaux professeurs, consulter de tous les parents sur les grandes décisions ; renforcer l'implication des parents dans l'éducation scolaire... ; assurer à tous les élèves en situation de handicap les conditions de travail et	Souveraineté du conseil de classe qui s'appliquera, en particulier, pour le passage au niveau supérieur de l'élève et pour la détermination de son orientation ; conditionner le versement des allocations familiales à l'assiduité scolaire ; allocation de rentrée scolaire (ARS) sous forme de bons d'achats selon revenus des familles pour	Suppression des ELCO ; souveraineté du conseil de classe ; abandonner toute référence à une « communauté éducative » ; parents n'ont aucun pouvoir décisionnaire relativement aux orientations pédagogiques ; « instauration de cours de français obligatoires pour les parents qui ne maîtrisent pas notre langue

					d'apprentissage adaptées dans le premier degré, puis tout au long de leur scolarité	éviter abus ; développer l'accès et la mobilité des personnes handicapées au sein des établissements et à leurs abords immédiats	nationale »
7. Statut et Droits de l'Enfant	Droit général à l'éducation	S'appuyer sur l'article 3 de la convention des droits de l'enfant pour accepter tous les enfants à l'école (même sans papiers) ; carte nationale de l'élève permettant accès gratuit à santé, activités sportives et culturelles.					
8. Inégalités sociales	Réduire les inégalités sociales	Réduire les inégalités sociales par une politique	Création d'un nouvel indice social permettant de	Réduire les inégalités sociales jouer sur la taille			Suppression progressive sur le quinquennat

		volontariste de refonte de la carte scolaire ; généraliser la gratuité (cantine, transports, activités, manuels et matériels) et garantir la mixité	flécher les moyens dans les lycées ; refonte de la carte scolaire selon un objectif de mixité sociale	des classes en divisant par deux le nombre d'élèves dans les classes de CP et de CE1 dans les zones d'éducation prioritaire ; 12 élèves par classe en cycle 2			du collège unique ; intérêts ruraux mieux représentés dans cabinets ministériels.
9. Inégalités « ethniques » et discriminations	Lutte contre les discriminations	éduquer à l'égalité femmes-hommes et à la lutte contre toutes les discriminations ; insistance sur les inégalités sociales	Nouvelle orientation et affectation en 3 ^e afin de mettre fin aux discriminations				
10. Laïcité		Neutralité de l'école débarrassée de tous les lobbys y compris audit sur les	« Arrêter de faire de l'islam un problème » et revenir à une conception apaisée de la	Laïcité de 1905 et non laïcité qui exclut ; liberté de conscience			

		<p>partenariats de l'école pour limiter la privatisation rampante ; étendre la laïcité en abrogeant le concordat en Alsace Lorraine et les statuts particuliers des DOM-TOM ; supprimer financement des écoles privées</p>	laïcité .				
11. Rapports au monde social et professionnel		<p>« Déconfessionnaliser l'école du dogme néolibéral » ; construire des établissements dans les déserts scolaires ; refonte des commissions dans</p>	<p>Favoriser la collaboration établissements-éducateurs ; en REP, lancer une expérimentation de travail collaboratif entre les établissements du second degré et les</p>	<p>Lutter contre le chômage ; s'adapter à l'économie numérique ; l'apprentissage peut permettre de créer son entreprise</p>	<p>Présidence du conseil d'administration est dissociée de la fonction de principal et de proviseur et confiée à une personnalité extérieure à l'établissement</p>		<p>Apprentissage à 14 ans rétabli</p>

		l'enseignant professionnel ; favoriser l'insertion professionnelle en créant une bourse publique de stage et une politique d'orientation scolaire par le réseau des CIO ; supprimer tutelles des chambres d'agricultures sur lycées agricoles.	éducateurs et acteurs associatifs		t,		
12. Personnels		Renforcer garanties statutaires des enseignant-e-s ; accroître le nombre de personnels de vie scolaire		Multiplication de l'accompagnement scolaire en faisant appel à des volontaires bénévoles	Redéployer un certain nombre de postes attribués à l'administration sur le terrain et en obligeant inspecteurs et formateurs à	Programmes de reconversion pour les enseignants qui souhaitent renoncer à l'enseignement	Syndicats limités à défense de leurs mandants, sans intervention sur les orientations scolaires

					conserver des heures d'enseignement		
13. Professeur-e-s : Recrutement	Recruter jusqu'à répondre aux besoins et sur statut de fonctionnaire	Pré-recruter les professeurs au niveau baccalauréat et/ou licence ; recruter au moins 60 000 enseignants durant le quinquennat pour abaisser le nombre moyen d'élèves par classe, rétablir un véritable corps d'enseignants remplaçants et engager un plan de titularisation des précaires de l'EN ; renforcer le dispositif «plus de maîtres que de	Recrutement de 20.000 nouveaux + 15.000 en formation continue + 2000 remplaçant-e-s + 3000 pour la scolarisation précoce.	Faciliter les mutations	Recruter les nouveaux enseignants au niveau de la 1re année de master et les former à leur métier par la voie de l'apprentissage.	« Revaloriser les contenus disciplinaires » dans les concours et jurys présidés par universitaires et non par inspecteurs ; affectation des enseignants expérimentés et volontaires dans les établissements les plus difficiles ; postes supplémentaires au concours dans disciplines à besoins	Suppression de l'épreuve pédagogique aux concours, centrés sur les savoirs disciplinaires ; agrégé-e-s redéployé-e-s en lycées et universités (pas en collèges)

		classes», prioritairement en CP et CE1 (+5000 affectations) ; créer CAPES et CAPET d'informatique, d'éducation socioculturelle et un CAPES de français langue de scolarisation pour les élèves allophones ; créer une agrégation des professeurs documentalistes et une agrégation d'informatique					
14. Professeur-e-s : Formation		Renforcer les ESPÉ + cadrage national ; stagiaire à tiers temps en classe avec un	Renforcer la formation continue des enseignants par un grand plan de formation,	Formation d'enseignants au profit de territoires ruraux	Développer une formation continue de qualité et un soutien quotidien de la part des	Licence pluridisciplinaire pour les professeurs des écoles et écoles	Suppression des sciences de l'éducation

		tuteur ; formation enrichie à histoire des mouvements pédagogiques, à la psychologie	droit à la formation, bonification après formation et création de 15000 postes en formation continue		chefs d'établisse- ment et des inspecteurs	normales	
15. Professeur-e- s : Rémunératio n	Revaloriser les salaires au moins jusqu'à retrouver le pouvoir d'achat perdu depuis le gel du point d'indice	+7% pour rattraper gel de l'indice depuis 2010 ; Accroître de 50 points d'indice de toutes les rémunérations et revaloriser les débuts de carrière ; favoriser les reconversions des salariées du privé au métier d'enseignant (préparation rémunérée des concours et VAP ; prévoir un rythme	Amélioration des conditions de travail ; poursuivre la revalorisation des conditions de travail des enseignants" (salaires, première affectation, gestion des carrières, amélioration de la formation initiale et de la formation continue)	Pas assez revalorisée	Revaloriser les traitements des enseignants, en offrant des possibilités de promotion accélérée et développant une part « mérite » dans le salaire des enseignants ; davantage de temps de présence dans les établissements secondaires ; les directeurs d'école et les chefs d'établisseme	Revaloriser le traitement des enseignants pour l'aligner sur celui des enseignants luxembourgeo is et allemands (proposer 2 000 € en début de carrière) ; revaloriser le métier d'enseignant par le rétablissement de l'autorité et par l'augmentatio n du traitement en	Davantage liée aux résultats des inspections

		pluriannuel de recrutement pour permettre une meilleur anticipation des préparations aux concours pour les étudiants (pré-recrutement en terminale et en licence) ; abroger toute prime au mérite ; développer la formation continue.			nt disposent de réels pouvoirs la promotion des enseignants	particulier ceux qui choisissent de s'investir et d'enseigner dans les zones sensibles	
16. Professeur-e-s : Temps de travail	Augmenter la part du temps de travail consacré à concertation et préparation	Décharger les enseignants de tâches administratives ; libérer 1h30 pour concertation		Moins de charges administratives	Moduler la charge d'enseignement en fonction de l'ancienneté		Toujours réalisé au maximum en classe
17. Professeur-e-s : Missions	Reconnaissance de la dignité du métier	Liberté pédagogique ; se centrer sur le cœur du métier ; pleine		Restaurer le rôle et la dignité ; plus d'autonomie ; moins de			Cours magistral autoritaire

		<p>maitrise de l'évaluation ; décharges pour missions élèves en difficultés, formation d'enseignant-e-s, vie culturelle de l'établissement, etc. ; étendre le corps des professeurs d'éducation socioculturelle de l'enseignement agricole à tous les établissements de l'EN dotés d'internats et à ceux de l'éducation prioritaire</p>		<p>charges administratives</p>			
<p>18. Autres personnels éducatifs</p>		<p>Accroître le nombre de CPE (+8000) ; pré-recrutement</p>	<p>Mettre en place un service public d'orientation qui valorise</p>	<p>Plus d'autonomie déconcentrée autonomie pédagogique,</p>	<p>Obliger inspecteurs et formateurs à conserver des heures</p>		<p>Directeur d'école de plein exercice et représentant de l'État dans</p>

		ouverts aux AED ; recruter 6000 personnes médicaux et psy ; garantir 1 ATSEM formé par classe en maternelle ; renforcer corps d'inspection sur critères scientifiques et pédagogiques ; développer CIO.	toutes les réussites ; augmentation de 25% du budget pour le périscolaire	et en matière d'affectation des professeurs ; investissement dans des personnels non enseignants	d'enseignement		le primaire
19. Pédagogie	La pédagogie est au cœur du combat au sein de l'école	Type Freinet ; partenariats avec des mouvements pédagogiques agréés pour créer une nouvelle culture pédagogique ; créer une base		Liberté pédagogique	Apprentissage de la lecture par la méthode alphasyllabique et l'usage du boulier tout en laissant une marge à l'enseignant	Mettre fin aux « expérimentations » hasardeuses qui ont lieu au détriment des élèves en contravention manifeste avec le	« Fin de l'aventure pédagogue »

		de ressources pédagogiques en accès libre			au titre de la liberté pédagogique	principe d'égalité	
20. Visions de l' « élève »	Jeune à émanciper	Tous les élèves sont capables. Ils méritent des professeurs qualifiés, formés, nombre suffisant pour un enseignement de haut niveau.		Plus d'autonomie ; améliorer la médecine à l'école pour mieux diagnostiquer les troubles empêchant les apprentissages (surtout la lecture)	Un enfant doit comprendre qu'il ne peut y avoir de travail sans efforts ; instituer une tenue vestimentaire spécifique à l'établissement pour les élèves de l'école et du collège ; Instaurer une évaluation du comportement de l'élève au collège	Possibilité pour un établissement, en accord avec l'institution scolaire, de décider du port de l'uniforme dans le primaire et au collège ; interdire les téléphones portables dans les bâtiments	Uniforme national obligatoire
21. Principes pédagogiques	Pédagogie émancipatrice et coopérative, active, favorisant l'autonomie et l'esprit critique des	Liberté pédagogique et développement des formes de coopération sur projets ; scolarité	Pas plus de 25 élèves par classe et 20 en REP ; scolarité obligatoire avant 3 ans et droit à la	Cesser d'uniformiser ; remplacer le magistral par du concret ; valoriser la transmission ; pas plus de 12	Commencer la scolarité obligatoire à cinq ans (au lieu de six)	Pas plus de 15 par classe en zone sensible, en CP.	Commencer la scolarité obligatoire à cinq ans (au lieu de six) ; méthode syllabique obligatoire en

	jeunes	obligatoire de 3 à 18 ans et droit à la scolarisation dès 2 ans ; réduire massivement les effectifs par classe	scolarisation dès 2 ans dans les REP.	élèves par enseignant dans les CP et CE1 de REP			CP ; abolir les cycles ; proscrire les activités ludiques ; enseignement grammatical et lexical des langues
22. « Fondamentaux » et priorités	Priorité à l'émancipation	Transmettre des savoirs ; école centrée sur les disciplines et sur l'élève citoyen ; « maîtrise » de la culture écrite ; renforcer français, mathématiques et sciences en petits groupes		Intervenir dès l'école maternelle et primaire contre les inégalités ; priorité à l'école primaire ; maintien du « socle commun » ; grand plan de réinvestissement dans les maternelles en REP	les programmes structurés autour de deux volets pédagogiques : approfondissement des fondamentaux acquis en primaire et 2 ouverture au monde	Apprendre les règles élémentaires de politesse et de civilité ; généralisation du vouvoiement ; dans le primaire, priorité aux savoirs fondamentaux, en particulier la langue française	École centrée sur transmission des savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter
23. Autorité / Bienveillance	L'éducation doit affaiblir l'État policier			Interdiction du téléphone portable dans les écoles primaires et	Rétablir la note de vie scolaire au collège ; clarifier les	Faire du harcèlement scolaire une grande cause : exclure les	Discipline, autorité, respect des enseignants ; « tolérance

				<p>les collèges</p> <p>règles disciplinaires et prévoir un système de sanctions expliquées, adaptées et appliquées ; les élèves exclus définitivement par le conseil de discipline, seraient inscrits dans des établissements adaptés afin qu'ils modifient leur comportement et se remettent sur la voie des apprentissages scolaires fondamentaux et leurs parents seront sanctionnés par la suppression des allocations</p>	<p>élèves coupables de harcèlement et supprimer les allocations familiales de leurs parents ; « tolérance zéro » face aux incivilités scolaires ; simplifier les procédures d'exclusion pour faits de violence</p>	<p>zéro » relativement aux incivilités scolaires avec sanctions y compris financières aux familles et transmission pour poursuites pénales</p>
--	--	--	--	--	--	--

					de rentrée, des allocations familiales		
24. Violences scolaires		Lutter contre toute forme de violence à l'école ; augmentation de moyens de la vie scolaire (+ de personnels non enseignants)			Permettre aux chefs d'établissement d'exclure les élèves les plus perturbateurs et de les confier à des établissements chargés de corriger leur comportement en même temps que de les remettre sur la voie des apprentissages fondamentaux	Faire du harcèlement scolaire une grande cause ; sanctuariser les établissements scolaires pour les prémunir de la menace terroriste et plus largement de toute forme de violence.	
25. Apprentissage et lycée professionnel		Construire lycées pro (et maritimes sur littoral) ; favoriser apprentissage sous statut scolaire ;		Valoriser l'apprentissage et l'orientation en lycée professionnel	Revaloriser et développer l'apprentissage dès l'âge de 15 ans ; faire de l'enseignement professionnel	Revaloriser et développer l'enseignement technique et professionnel	Développement des filières techniques et manuelles; apprentissage dès 14 ans

		<p>ajouter philosophie ; bourse publique des stages afin de lutter contre les discriminations et de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés ; étendre le corps des professeurs d'éducation socioculturelle de l'enseignement agricole à tous les établissements de l'EN dotés d'internats et à ceux de l'éducation prioritaire ; bac pro en 4 ans et création de filières</p>			<p>une vraie voie d'excellence confiée aux régions en autorisant des adaptations aux besoins locaux redéployer les fonds destinés aux emplois aidés vers des aides aux entreprises pour accroître le nombre de leurs apprentis.</p>		
--	--	---	--	--	--	--	--

		polytechniques					
26. Différenciation pédagogique	Oui : éducation prioritaire là où il y a le plus de besoins	L'éducation prioritaire est un levier : élargir la carte des établissements prioritaires, stabiliser les équipes éducatives par des bonifications de carrière ou retraite, intégrer les lycées dans le dispositif ; +15000 postes en RASED		Oui : apprendre de manière concrète et individualisée	Inscrire l'accompagnement personnalisé des élèves et la formation des jeunes enseignants dans les missions du professeur.	Développer l'enseignement du latin et du grec pour les enfants des milieux modestes	
27. Altérité, diversité		Diversifier les menus à la cantine		L'uniformisation n'est pas la réponse pour s'adapter à l'hétérogénéité des élèves		Supprimer les ELCO	Menus de cantine uniques et sans substitution quelle que soit la particularité de l'élève ; uniforme obligatoire

28. Devoirs à la maison		Développement d'un soutien scolaire gratuit et revenir sur les exonérations fiscales pour les entreprises de soutien scolaire privées	Création d'un "service public de soutien scolaire",		Supprimer l'interdiction des devoirs après la classe		Étude surveillée pour faire à l'école les devoirs sur indication des enseignants ou des parents
29. Interdisciplinarité		Abroger la réforme du collège, supprimer enseignements transversaux au profit de la technologie, recentration sur disciplines			Abroger la réforme du collège	Abroger la réforme du collège et supprimer les enseignements interdisciplinaires	Suppression et retour à disciplines dites fondamentales
30. Notation		Note chiffrée			Vérifier l'acquisition des fondamentaux régulièrement par des tests appropriés à l'âge de l'enfant et	Note chiffrée	Maintien obligatoire de la note chiffrée

					notés		
31. Rythmes scolaires	Pas de rythmes créant des inégalités entre zones riches et pauvres	Abroger la réforme des rythmes porteuse d'inégalités entre communes ; sanctuariser une pause méridienne d'1h30 ; limiter à 30 minutes le temps de transport scolaire	Retravailler les temps d'activité péri-éducatifs (TAP) pour limiter les inégalités et créer activité "labellisée éducation populaire"		Allonger le temps scolaire réel jusqu'à la fin juin ; laisser les collectivités territoriales décider de l'organisation du temps scolaire à l'école primaire ; à ce titre, elles pourront revenir sur la réforme des rythmes scolaires et favoriser un temps pour les devoirs après la classe	Abandonner la réforme des rythmes scolaires de juillet 2013 et utiliser le temps ainsi dégagé pour l'aide personnalisée aux devoirs dans les zones où les difficultés s'accumulent.	Revoir les rythmes scolaires
32. Établissements							
33. Autonomie	Maintien d'un véritable	Renforcer l'exercice	Associer les enseignants	Développer l'autonomie,	Développer l'autonomie	Préserver les spécificités et	Suppression progressive du

<p>des établissements</p>	<p>collège unique ; Ne pas creuser les écarts entre établissements</p>	<p>démocratique dans les établissements avec participation des lycéens ; renforcer la liberté pédagogique des enseignants en limitant le pouvoir du chef d'établissement</p>	<p>dans un management plus horizontal</p>	<p>surtout pédagogique ; les chefs d'établissements et leurs équipes auront davantage de liberté dans l'élaboration de leur projet pédagogique, en contrepartie d'une responsabilisation accrue et d'une évaluation plus régulière</p>	<p>des établissements avec rôle du chef d'établissement accru (embauche des enseignants à terme) ; confier aux régions la responsabilité de l'enseignement professionnel scolaire ; une autre gouvernance de l'enseignement scolaire doit donner à chaque acteur un réel pouvoir d'initiative à chaque niveau (réduire drastiquement le nombre des circulaires et</p>	<p>les obligations des établissements privés sous contrat ; Soumettre les établissements privés hors contrat à des inspections régulières pour vérifier la conformité des enseignements et des pratiques avec les principes de la République et pour éviter toute dérive potentiellement sectaire ; fin des « expérimentations »</p>	<p>collège unique et instauration d'une 5^e d'orientation ; abrogation de la réforme du collège ; supprimer les expérimentations locales</p>
----------------------------------	--	--	---	--	---	--	--

					instructions ministérielles et académiques) ; développer une offre scolaire plus diversifiée. par un plus large financement du privé (même hors contrat)	
34. Qualité des locaux	Des conditions décentes	Mettre en œuvre un plan d'urgence pour la rénovation des établissements scolaires ; limiter la dimension pour construire des établissements à taille humaine ; aménager dans tous les établissements des espaces de				Repas bio circuits courts ; inciter collectivités locales à assumer leurs responsabilités

		détente, de rencontres et d'échanges entre élèves; des salles de réunions et de repos pour les professeurs; aménager des installations sportives de qualité accessibles aux associations scolaires ; cantines gratuites avec produits locaux bio et éducation alimentaire					
35. Sélection	Non	Par examens nationaux et anonymes ; bonifier les bacheliers L et ES dans le cadre de la procédure d'affectation post-bac ;		Non, mais fin du primaire unique	Revaloriser le baccalauréat en réduisant à 4 le nombre d'épreuves	Internats d'excellence et bourses au mérite	A partir de la 4 ^E et au Bac.

		bonifier Bac pro et Techno pour accès DUT et BTS					
36. Carte scolaire et mixité sociale	Renforcer la mixité, empêcher la ségrégation	Renforcer la mixité, par une politique volontariste appliquée aussi au privé ; ouvrir dans les lycées des périphéries urbaines, rurales et d'Outre-mer des options rares et 200 classes préparatoires en liaison avec l'université.	"conduire une politique de mixité sociale" en rénovant la carte scolaire, en jouant sur la sectorisation ou encore la constitution des classes ; mettre fin aux ghettos scolaires ; densifier le maillage des établissements en zone rurale pour limiter à 30 minutes les temps de transport scolaire	Diversifier l'offre à l'heure d'internet et portable ; refonder la carte scolaire sur de nouveaux critères enrichir l'offre scolaire des établissements en difficulté, afin de rétablir leur attractivité auprès des élèves plus favorisés.	Accroître la liberté de choix des parents entre public et privé (assouplir la règle limitant à 20% le financement de l'enseignement privé sous contrat par l'État) ; diversification des parcours au collège	Assurer l'égalité républicaine de l'enseignement en maintenant les programmes nationaux, en apportant des moyens supplémentaires aux territoires défavorisés et en instaurant un moratoire sur les fermetures d'écoles en milieu rural	
37. Soutiens spécifiques	Maintien des ZEP sous un label	Refonte de la carte scolaire : contraignant e	Mise en place d'un service public du	A l'école primaire ; meilleur		Aide personnalisée pour les	Revoir les modalités de fonctionnement

	« éducation prioritaire » de la maternelle au bac avec obligation de moyens renforcés et bonifications pour les personnels	et applicable même au privé ; accroissement de l'attractivité des établissements peu favorisés par des options rares ; création d'internats pour élèves boursiers ; renforcer les AED en REP ; prolongation d'un an de la scolarisation des élèves allophones en classe d'intégration ; droit au redoublement sur proposition.	soutien scolaire notamment pour réduire les discriminations, renforcement de l'accompagnement des élèves en situation de handicap.	salaires et plus de moyens aux enseignants dans les établissements plus difficiles, dans les quartiers en difficulté, en REP ; dédoublement des CP en REP ;		élèves en difficulté ; crédit d'études pour les élèves qui ont quitté tôt le circuit scolaire et qui souhaitent reprendre des études ; repérer les enfants de maternelle ayant besoins d'apprentissages supplémentaires	nt des ZEP-REP
38. Innovations/numérique			Inscrire le numérique dans le cursus	Numérique ; donner des moyens importants	Créer et utiliser effectivement les	Enseignement de l'informatique	Enseignement des sciences informatiques

			scolaire	aux équipes pédagogiques qui veulent innover Pour lutter contre les collèges ghettos	technologies numériques sans modifier les stratégies pédagogiques ; soutenir la création d'établissements publics ou privés indépendants et innovants.	au lycée	
39. Moyens, budget	Augmentation de la dotation horaire globale et des moyens en général	Recruter plus et accroître les rémunérations des personnels enseignants	création de 40 000 postes d'enseignants	Dans l'éducation prioritaire, les enseignants bénéficieraient d'une indemnité revalorisée à hauteur de 3000 euros par an.	Notre enseignement scolaire n'est pas malade d'un manque de moyens		
40. Les mots clés pour le dire	« L'école n'est pas une entreprise » ; « L'éducation est un point central du prochain	Nous voulons le meilleur pour tous les élèves : réussite scolaire et professionnell	"Je continuerai à faire de la lutte contre les inégalités une priorité éducative" ;	« je veux remettre la transmission des savoirs fondamentaux , de notre culture et de	« Éducation parce que tout commence par-là, » « une transformation non pas à la	« Repenser l'École de la République » ; « forger le sentiment d'une appartenance	« Transmission des savoirs, méritocratie et discipline » ; « Fonction assimilatrice de tous les

	<p>quinquennat » ; « Réactualiser le combat pédagogique pour l’émancipation » ; « La pédagogie n’est pas un buzz médiatique »</p>	<p>e, plaisir à apprendre, joie à fréquenter l’école, accomplissement individuel.</p>	<p>"L’éducation, c’est le temps long"</p>	<p>nos valeurs au cœur du projet de notre école et de nos universités » ; « Repenser l’école » ; « L’école est un des sujets centraux de notre pays » ; « on a démocratisé l’accès à l’école sans démocratiser la réussite dans l’école »</p>	<p>marge, mais en profondeur de notre système éducatif, par un véritable changement de logiciel, en affirmant le rôle de l’éducation pour notre pays et en l’ouvrant sur le monde »</p>	<p>nationale et font partager les valeurs clés de la République »</p>	<p>enfants à la nation »</p>
--	---	---	---	---	---	---	------------------------------